

# VIE NOUVELLE FINANCES

Journal de l'union fédérale des retraité.e.s CGT FINANCES

Numéro 52 - Avril 2025

DOCUMENTAIRE  
NO OTHER LAND

CHALÈS  
FIN DE L'HISTOIRE

# QUIBERON

## 5E CONFÉRENCE NATIONALE

la  
**cgt**  
retraité.es  
FINANCES



# SOMMAIRE

## AVRIL

### 04 DOCUMENTAIRE

No other land

### 05 DOMAINE DE CHALÈS

La fin d'une histoire

### 06 DOCUMENT D'ORIENTATION

Partie I

### 09 DOCUMENT D'ORIENTATION

Partie II

### 11 DOCUMENT D'ORIENTATION

Partie III



## MENTIONS LÉGALES :

Directeur de la publication :  
Guy CARRIERE

Imprimé par : RIVET Presse édition  
24 Rue Claude Henri Gorceix  
87000 LIMOGES  
Tél : 05 55 04 49 50

Commission paritaire : 0317 S 08364  
N° ISSN : 2276-1063  
UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉS DES FINANCES  
CGT  
263 rue de Paris  
Case 540 - 93514 - Montreuil cedex  
Tél : 01 55 82 76 66  
Courriel : [ufr@cgtf finances.fr](mailto:ufr@cgtf finances.fr)  
PRIX 0,50 €  
Internet : [www.cgtf finances.fr](http://www.cgtf finances.fr)

Prix : 0.50 €

### Ont collaboré à la rédaction de ce numéro :

Guy CARRIERE  
Jean-Louis CORVAISIER  
Claude FERNANDEZ  
Jean-Paul GIRARD  
Alain GUICHARD  
Fabienne JANNEAU  
Dominique Micat

Patricia TEJAS  
Odette TERRADE  
Myriam THUEUX

**Maquettage :** Hélène  
CANOT



# ÉDITO

**L**a course aux armements assèche les investissements et ne profitent qu'aux oligarques fabricants d'engins de mort de tous les pays et menacent l'humanité jusque dans son existence. Avec la même logique mortifère, les annonces gouvernementales sur la préparation de la guerre se sont brusquement accélérées ces dernières semaines. Nous assistons au retour du débat sur l'augmentation du budget militaire en écho à l'augmentation déjà prévue par la loi de finances de 100 milliards d'euros (2024/2030). Face à cette accélération, ne laissons pas la peur l'emporter sur la raison. Mettre en avant l'augmentation des dépenses d'armement n'est qu'un moyen de s'attaquer encore un peu plus à la Sécurité Sociale, à notre protection sociale et aux services publics.

La stratégie du « bouc-émissaire » est bien connue pour éviter de s'attaquer aux vraies causes de cette crise systémique du capitalisme mondialisé. Ainsi, cela fait plus d'une décennie que les retraités sont désignés comme responsables de tous les maux de la société. Les stigmatiser devient un sport gratifiant pour les libéraux de tout poil qui ne supportent pas qu'il puisse y avoir des personnes considérées à tort comme « improductives ».

Tout est bon pour décrédibiliser voire humilier les retraités :

- Ils et elles coûtent cher à la société,
- Leurs dépenses de santé sont 4 fois supérieures à celles des plus jeunes,
- Ils et elles sont plus souvent propriétaires que les autres ménages et économisent des loyers.
- Ils et elles sont responsables de la dette et coulent le pays...

Dernière proposition cynique en date : le gouvernement et le patronat veulent s'attaquer à l'abattement fiscal de 10 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu, à l'alignement du taux de CSG sur celui des actifs et souhaitent désindexer les pensions de l'inflation pour y substituer une augmentation forfaitaire échelonnée selon les ressources.

A l'inverse, trouver des recettes pour financer notre système de Sécurité sociale solidaire, intergénérationnel et interprofessionnel, est bien à la portée de notre pays. Les leviers existent, mais voilà, il faut oser s'attaquer à l'appétit insatiable de la finance et du capital et de leur valet Emmanuel Macron.

Une gigantesque mobilisation du mouvement social est indispensable pour contrer cette énième attaque de notre système de Sécurité Sociale et protection sociale. Nous savons bien que la privation de recettes de la Sécurité Sociale est le cœur du problème et non ses dépenses, que son mode de financement par les cotisations sociales issues des richesses produites par le travail représente cette formidable avancée sociale voulue en 1945. Alors, plus que jamais, expliquons cela, défendons cette magnifique conquête et avançons nos propositions pour de nouvelles victoires permettant à chacune et à chacun une vie digne et heureuse quel que soit l'âge.

**ACTIFS ET RETRAITÉS : MOBILISONS-NOUS POUR DÉFENDRE NOS INTÉRÊTS IMMÉDIATS ET POUR PARTICIPER À LA TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ !**



# Documentaire

## NO OTHER LAND

**L**e documentaire No Other Land, a été tourné avant le 7 octobre 2023, par un collectif israélo-palestinien de quatre activistes, comme un acte de résistance sur le chemin de la justice.

Basel Adra, un jeune militant palestinien, résiste depuis son enfance au déplacement forcé de son peuple par l'armée israélienne, à Masafer Yatta, village de Bédouins au sud d'Hébron en Cisjordanie, en vue de l'implantation d'une base militaire, vieux projet dûment validé par la Cour suprême.

Il filme la destruction systématique des villages de sa terre natale, la démolition des maisons et l'expulsion des habitants. Il se lie d'amitié avec Yuval, un journaliste israélien qui l'aide dans son combat. Leur amitié est fragilisée par le fossé qui sépare leurs vies : Basel est confronté à une oppression et à une violence constantes, tandis que Yuval jouit de la sécurité et de la liberté, notamment de ses déplacements.

L'intention de Yuval Abraham était de montrer le point de vue palestinien afin de sensibiliser les Israéliens, totalement

## LA RÉSISTANCE DES PALESTINIENS À L'OCCUPATION AU QUOTIDIEN

ignorants de la situation dans cette zone, comme dans de nombreuses régions de Cisjordanie.

La propagande des gouvernements israéliens, relayée complaisamment et sans critique par les médias «grand public», nie la réalité de la lutte du peuple Palestinien contre la colonisation, l'occupation, l'effacement de son histoire, qui ont commencé dès 1948, bien avant les horreurs perpétrées le 7 octobre 2023.

Sélectionné dans la section « Panorama » du 74ème Festival International du film de Berlin, il y est présenté en première mondiale le 16 février 2024. Il remporte le prix du public Panorama du meilleur film

documentaire, le prix du meilleur documentaire de la Berlinale et l'Oscar du meilleur film documentaire lors de la cérémonie des Oscars le 2 mars 2025. Il n'est toujours pas distribué en salles aux États-Unis.

L'Association pour les droits civils en Israël a protesté contre l'annonce du ministre israélien de la Culture qui a appelé les institutions culturelles du pays à ne pas diffuser le film.

**“**  
**OSCAR**  
**LE 2 MARS 2025**

Contrairement aux cris d'orfraie des pro-israéliens à la remise du prix, il n'y a pas une once d'antisémitisme dans ce film. La loi du plus fort ne peut pas justifier les mensonges les plus honteux. Elle ne peut rien contre la détermination, la fraternité, l'amitié. No Other Land mérite d'être vu aussi pour ses qualités d'humanité.





# Domaine de Chalès

## LA FIN D'UNE HISTOIRE

**L**a vente du Domaine de Chalès a récemment suscité une large attention médiatique, souvent accompagnée d'informations erronées. Propriété de l'Odod (Oeuvre des Orphelins des Douanes) depuis 1948, ce domaine a été vendu le 13 novembre dernier, entraînant de nombreuses interrogations au sein de la communauté douanière et des militants de l'association. Cette décision, bien que difficile, était nécessaire pour assurer la pérennité financière de l'Odod, dont la mission est de venir en aide aux enfants des familles douanières.



© Bernard - stockadobe.com // CGT Finances

1. Une situation financière insoutenable  
Depuis 2015, le Domaine de Chalès était déficitaire, accumulant des pertes atteignant 13,9 millions d'euros d'ici 2023. En 2023 seulement, le déficit s'élevait à 1,3 million d'euros, principalement en raison des charges d'exploitation et d'entretien. Ces pertes financières pesaient lourdement sur les réserves de l'Odod, mettant en péril ses actions sociales. Face à la stagnation ou à la baisse des subventions de l'Administration, la vente du domaine était la seule solution viable pour assurer la survie de l'association.
2. Deux décennies de tentatives pour vendre le domaine.

La vente de Chalès ne s'est pas faite du jour au lendemain. Depuis plus de 20 ans, plusieurs tentatives ont été entreprises pour trouver un acheteur capable de préserver l'emploi sur le site et d'assurer la vocation sociale du domaine.

2012-2015 : Diverses études et partenariats ont été explorés avec des organisations telles que la Caisse des Dépôts et Consignations et le Village Club du Soleil, sans succès.

2014 : Faute de fréquentation suffisante,

l'internat de Chalès ferme ses portes.

2015 : Lors d'une assemblée générale, la vente du domaine est votée à 89% des voix, marquant le début d'une recherche active d'acheteurs.

2016-2017 : Plusieurs acheteurs potentiels (fonds d'investissement, groupes de tourisme) manifestent leur intérêt, mais les négociations échouent.

2018 : Un investisseur basé à Hong-Kong signe une promesse de vente, mais ne se présente pas lors de la signature définitive en 2019.

2020-2021 : La pandémie de Covid-19 gèle toute possibilité de vente et oblige l'Odod à fermer le site, entraînant un plan social pour les salariés.

2022 : Une société française intéressée se retire après l'entrée en vigueur de la loi ZAN, qui interdit toute construction ou démolition sur le site.

2023-2024 : Finalement, un nouvel acheteur se manifeste et l'offre est validée en février 2024. La vente est conclue le 13 novembre 2024.

Les nombreux obstacles (taille atypique du site, contexte sanitaire, réglementations strictes) expliquent la durée de ce processus.

3. Un prix de vente justifié  
Contrairement à certaines affirmations, le domaine n'a pas été bradé. Plusieurs évaluations, notamment par France Domaine, ont permis de fixer un prix de vente cohérent avec la valeur du marché. De plus, la préfecture a validé l'opération, garantissant ainsi la transparence et l'équité de la transaction.

4. Un avenir financier stabilisé  
Grâce à la vente, l'Odod retrouve un équilibre financier et peut désormais renforcer ses actions sociales. Dès 2025, des fonds supplémentaires seront alloués aux subventions pour les colonies et séjours éducatifs des enfants. L'association reste fidèle à sa mission d'aide aux orphelins, aux enfants en situation de handicap et au soutien scolaire.

Ainsi, loin de signer la fin de l'action sociale, la vente du Domaine de Chalès permet à l'Odod de se recentrer sur ses objectifs et d'assurer son avenir.

# DOCUMENT

## PARTIE I

### 1. NOUS AVONS TANT À

### 2. FAIRE ENSEMBLE

3. Lorsque notre regretté Yvan
4. DONNAT et des camarades
5. retraités des Finances ont
6. créé une Union fédérale des
7. Retraités des Finances, ils
8. avaient une triple ambition :
9. 1 - Porter auprès de Bercy
10. l'ensemble des
11. revendications des retraités-es
12. des finances et de celles des
13. retraités-es des établissements
14. économiques et financiers,
15. qu'il s'agisse des pensions,
16. de la protection sociale, du
17. logement et des droits sociaux,
18. culturels et sportifs.
19. 2 - Défendre la solidarité
20. intergénérationnelle alors
21. que tout est mis en œuvre
22. pour mettre en opposition les
23. retraités et les actifs.
24. 3 - Promouvoir la solidarité
25. interprofessionnelle car
26. les revendications de la
27. Fédération des Finances
28. concernent chaque retraité-e
29. dans sa vie de tous les
30. jours et concernent la
31. société tout entière dans un
32. projet ambitieux, novateur,
33. conquérant.
34. Treize ans après notre à
35. première conférence de
36. Guidel, ces ambitions
37. sont restées intactes mais
38. l'aggravation de la situation
39. politique, économique et
40. sociale nous conduit à plus
41. de détermination encore ce
42. qui motive de renforcer le
43. syndicalisme retraité-es aux
44. finances comme dans toute la CGT.
45. **Oui, nous avons tant à faire**
46. **ensemble !**

47. La globalisation capitaliste s'est
48. aggravée et elle est marquée
49. par les conflits armés dans
50. le monde et par les crises
51. politiques, économiques et
52. sociales toutes plus violentes les
53. unes que les autres?
54. **I - Un nombre grandissant de**
55. **conflits armés dans le monde**
56. 59 conflits ont été enregistrés
57. dans le monde dont près
58. de la moitié (28) en Afrique
59. selon le rapport de l'Institut de
60. recherche sur la paix d'Oslo
61. (Prio).
62. La violence dans le monde n'a
63. jamais été aussi élevée depuis la
64. fin de la Guerre froide.
65. Des centaines de milliers de
66. morts et de blessés ! Ce terrible
67. bilan reste le troisième plus
68. élevé depuis 30 ans. Après
69. l'Afrique, les régions du monde
70. les plus touchées par les conflits
71. armés étaient l'Asie (17), le
72. Moyen-Orient (10), l'Europe (3)
73. et les Amériques.
74. Après trois ans de guerre en
75. Ukraine, on constate un très
76. lourd bilan humain, avec un
77. million de morts ou de blessés
78. ukrainiens et russes, mais
79. aussi de graves conséquences
80. démographiques puisque
81. l'Ukraine a perdu environ 13
82. millions d'habitants sur 40 qui
83. ont fui la guerre.
84. - La guerre menée par Israël
85. à Gaza à la suite de l'attaque
86. terroriste du Hamas présente
87. des éléments caractéristiques
88. d'un génocide, au vu des
89. 46.334 victimes civiles
90. recensées par l'ONU mais plus
91. proche sans doute de 64.000
92. morts. 1.200 israéliens
93. ont aussi péri dans cette guerre
94. effroyable.
95. La trêve et la libération
96. d'otages et de prisonniers

96. palestiniens est-elle durable ?
97. Nous craignons que non car
98. le gouvernement d'extrême
99. droite de Benjamin Netanyahu
100. a un projet d'anéantir
101. GAZA et probablement
102. toute la Cisjordanie pour
103. poursuivre le
104. développement de la
105. colonisation alors que
106. Donald TRUMP veut
107. « nettoyer » GAZA et chasser les
108. Gazaouis
109. - Nous dénonçons les
110. conditions d'existence
111. mortifères imposées
112. intentionnellement aux
113. Palestiniens, a déclaré le
114. Comité spécial des Nations
115. Unies chargé d'enquêter sur
116. les pratiques
117. israéliennes. La Cour
118. pénale internationale a émis
119. officiellement
120. des mandats d'arrêt
121. contre le Premier ministre
122. israélien Benjamin
123. Netanyahu et
124. son ancien ministre de
125. la Défense Yoav Gallant pour
126. des crimes de guerre et des
127. crimes contre l'humanité
128. commis dans la bande de
129. Gaza occupée et contre un
130. des dirigeants du Hamas
131. pour les actes du 7 octobre 2023.
132. Nous poursuivons donc
133. notre lutte pour la paix et
134. le désarmement partout dans
135. le monde et nous combattons
136. l'économie de guerre qui se
137. met en place.
138. Une économie de guerre, c'est
139. une économie de la misère et
140. de la destruction.
141. Alors que les budgets
142. d'austérité succèdent aux
143. budgets d'austérité,
144. subitement, des dizaines,
145. voire des centaines de
146. milliards se mettent à être
147. envisagés, en Europe et en

# D'ORIENTATION



147. France, pour le réarmement.  
 148. Le monde n'a jamais été aussi  
 149. surarmé : 2 443 milliards de dollars  
 150. en 2023, en augmentation  
 151. constante. En France, la loi de  
 152. programmation militaire 2024  
 153. 2030, votée il y a deux ans,  
 154. prévoyait déjà une augmentation  
 155. de 40 % du budget militaire à  
 156. l'horizon 2030, pour un total de 400  
 157. milliards. Il est envisagé aujourd'hui  
 158. de 90, voire 100 milliards  
 159. annuels. Une fois de plus, Macron  
 160. et le gouvernement envisagent de  
 161. ponctionner les encours du livret  
 162. A alors que les besoins en  
 163. construction de logements sociaux  
 164. n'ont jamais été aussi grands  
 165. comme les besoins de rénovations  
 166. énergétiques de logements sociaux  
 167. qui sont des passoires thermiques.  
 168. Même pris dans la poche des plus  
 169. riches (ce qui a déjà été exclu par  
 170. Macron), ces milliards  
 171. manqueraient aux services publics  
 172. et à la protection sociale.  
 173. Même si elle n'est pas militaire,  
 174. armée et envahissante, c'est une  
 175. véritable guerre qui est menée  
 176. contre le peuple Cubain. Malgré  
 177. son courage, son intelligence et sa  
 178. détermination, le peuple cubain a de plus  
 179. en plus de mal à résister, mais il résiste.  
 180. Il résiste mais il a plus que jamais besoin  
 181. de toute l'aide internationale possible.  
 182. Notre UFR soutient bien évidemment et  
 183. devra s'associer à la grande campagne de  
 184. solidarité menée actuellement par toute  
 185. la CGT.

186. **II – L'offensive du capitalisme mondialisé,**  
 187. **des grands groupes industriels et**  
 188. **financiers, des marchés financiers**  
 189. Ils ont fait le choix de sacrifier des filières  
 190. entières pour maintenir le taux de  
 191. profit, comme l'alimentation, l'énergie, la  
 192. chimie, la sidérurgie, le numérique ce  
 193. qui a conduit à l'augmentation des taux  
 194. de marge et donc des prix. L'inflation a  
 195. miné les salaires et les pensions et, sous  
 196. la pression des marchés financiers, les  
 197. services publics ont été affaiblis ce qui

198. provoque la colère face aux  
 difficultés  
 199. d'accès à la santé, aux transports,  
 à  
 200. l'éducation, à la justice ...  
 201. Un quart de la population en  
 202. France vit en dessous du seuil de  
 203. pauvreté.  
 204. Dans son rapport (22 novembre  
 205. 2024) le PAM (Programme  
 206. Alimentaire Mondial)  
 207. évalue que « 343 millions  
 208. de personnes dans 74 pays  
 209. sont en situation d'insécurité  
 210. alimentaire aiguë. Il s'agit d'une  
 211. augmentation de 10 % par  
 212. rapport à l'année dernière » A  
 213. Gaza 1,9 million de personne  
 214. sont au bord de la famine, 91 %  
 215. de la population est en situation  
 216. d'insécurité alimentaire aiguë,  
 217. 16 % dans des conditions  
 218. catastrophiques ; 170 millions  
 219. en Afrique subsaharienne ;  
 220. 88 millions en Asie et dans  
 221. le Pacifique ; 40 millions en  
 222. Amérique latine et dans les  
 223. caraïbes.  
 224. Le PAM estime que « 16,9  
 225. milliards de dollars  
 226. permettraient d'atteindre 123  
 227. millions de personnes parmi les  
 228. plus affamées dans le monde »  
 229. alors que des milliards sont  
 230. engloutis par les guerres.  
 231. Chaque minute la guerre en  
 232. Ukraine coûte plus d'un million  
 233. d'euros.  
 234. L'unique perspective des  
 235. capitalistes c'est de réaliser  
 236. des profits qui proviennent  
 237. de l'exploitation accrue des  
 238. peuples du monde entier et des  
 239. ressources de notre planète.  
 240. Un tel régime qui ne vit et ne se  
 241. développe qu'en exploitant les  
 242. peuples, à commencer par les  
 243. travailleuses et les travailleurs,  
 244. ne peut apporter de solution aux  
 245. problèmes de l'humanité.  
 246. Alors qu'un quart de la  
 247. population de France vit en

248. dessous du seuil de pauvreté, on  
 249. a le 1% le plus riche de la  
 250. population qui reçoit lui un très  
 251. haut niveau de dividendes (cf.  
 252. Oxfam et France stratégie) issus  
 253. notamment des grandes sociétés  
 254. du CAC 40. Le chiffre baisse  
 255. ensuite très fortement chez les  
 256. petits porteurs.

257. **III – Les crises politiques,**  
 258. **économiques et sociales**  
 259. L'élection de Donald TRUMP est  
 260. révélatrice de l'abandon de la  
 261. gauche libérale des populations  
 262. les plus fragiles et les plus  
 263. défavorisées comme l'a reconnu  
 264. Bernie SANDERS.  
 265. L'élection de TRUMP c'est aussi  
 266. une nouvelle orientation des  
 267. capitalistes de la TECH qui osent  
 268. tout : la violence sociale (E.  
 269. MUSK a licencié 70% des salariés  
 270. de X) et le soutien affiché aux  
 271. gouvernements d'extrême droite  
 272. comme MILEI en Argentine  
 273. ou MELLONI en Italie et à Alice  
 274. WEIDEL de l'AFD en Allemagne.  
 275. La mission confiée à E. MUSK,  
 276. le fameux projet DOGE d'un  
 277. ministère de l'efficacité  
 278. gouvernementale, vise à  
 279. économiser 100 milliards  
 280. de dollars dans la Fonction  
 281. Publique et licencier 100.000  
 282. fonctionnaires a de quoi donner  
 283. des idées à la droite et l'extrême  
 284. droite française.  
 285. Avec les MAGA libertariens  
 286. (make America great again),  
 287. on voit venir la violence  
 288. du capitalisme mêlée à un  
 289. impérialisme hégémonique qui  
 290. se veut le maître du monde avec  
 291. sa monnaie dominante le dollar.  
 292. Pourtant, ces libertariens se sont  
 293. gavés de fonds publics et de  
 294. marchés publics.

295. L'histoire se répète : selon la  
 296. théorie de DIMITROFF, quand le  
 297. capitalisme n'a plus de solutions,

298. il va chercher le fascisme.  
299. Trump veut annexer le Canada,  
300. le 51<sup>ème</sup> état, capter le  
301. Groenland  
302. pour ses ressources en sous  
303. sol et le canal de Panama pour  
304. pouvoir  
305. contrôler le commerce mondial :  
306. rien de moins que cela, le tout  
307. au service des Etats-Unis et  
308. surtout pour l'exclusif profit des  
309. milliardaires.  
310. Ces solutions de faire de Gaza  
311. une « riviera » pour les plus  
312. riches est une insulte au peuple  
313. gazaoui comme de négocier avec  
314. Poutine de petits arrangements  
315. pour s'octroyer des terres rares  
316. en Ukraine contre quelques  
317. provinces ukrainiennes est une  
318. insulte au peuple ukrainien qui  
319. doit rester souverain face à son  
320. destin.  
  
321. Face à ces stratégies de  
322. domination des Etats-Unis, de la  
323. Russie et de la Chine, la vieille  
324. Europe est en profond déclin.  
325. Une Europe malade de son  
326. libéralisme, de ses déchirements  
327. ne peut que sombrer encore  
328. un peu plus face aux ambitions  
329. des capitalistes américains qui  
330. veulent s'ingérer et promouvoir  
331. l'extrême droite pour mieux  
332. développer leurs intérêts sur  
333. notre vieux continent.  
334. Qu'on ne s'y trompe pas :  
335. l'extrême droite s'est toujours  
336. couchée devant le capital !  
  
337. **Quatre gouvernements en un an**  
338. **pour Macron !**  
339. Bien que battu dans les urnes,  
340. usé par ses choix ultra-libéraux,  
341. rejeté par 3/4 de la population,  
342. le président de la République  
343. s'accroche au pouvoir et  
344. s'accroche à sa ligne ultra  
345. libérale qui fait exploser les  
346. grandes fortunes et parallèlement  
347. la précarité et la pauvreté.  
348. Il s'obstine à nommer des

349. premiers ministres issus de  
350. groupes très minoritaires alors  
351. que le Nouveau Front Populaire  
352. est arrivé en tête aux élections  
353. législatives du 30 juin et du 7  
354. juillet 2024. Le parti marconiste  
355. et la droite cherchent à imposer  
356. des politiques régressives et  
357. brutales sous la pression de  
358. l'extrême droite pour satisfaire  
359. les marchés financiers.

### 360. **L'extrême droite aux portes du** 361. **pouvoir ?**

362. L'extrême droite est aux portes  
363. du pouvoir en France. Elle  
364. est au pouvoir en Italie, en  
365. Hongrie, aux Pays-Bas, et flirte  
366. avec le pouvoir dans l'Europe  
367. du Nord. La gauche qui a  
368. été au pouvoir, incapable de  
369. s'opposer au capital, a pris  
370. des mesures libérales qui ont  
371. déçu les peuples dans toute  
372. l'Europe. A cet égard, le bilan  
373. du quinquennat de François  
374. Hollande est révélateur des  
375. régressions sociales avec les  
376. cadeaux aux entreprises (CICE,  
377. CIR ...) et lois de régression  
378. sociales (EL-KHOMRI ou  
379. TOURAINE).  
380. La responsabilité de la CGT  
381. et du syndicalisme de classe  
382. est donc immense face à cette  
383. menace.

### 384. **Le projet de société de la** **Fédération des Finances CGT et de** **notre UFR est porteur de la paix,** **du progrès économique et social**

385. Ce projet, porté au sein de toute  
386. notre CGT, permet de vivre  
387. mieux pour tous les retraité-es  
388. des Finances et à l'échelle de  
389. toute la société.  
390. C'est pourquoi, notre Union  
391. fédérale des retraité-es est  
392. engagée dans la promotion  
393. de toutes ces propositions  
394. auprès de nos familles et de  
395. nos amis, au sein des structures  
396. de la CGT que sont les Unions

397. syndicales de retraité-es, mais  
398. aussi les Unions locales et les  
399. Unions départementales dans  
400. lesquelles nous militons pour :  
401. Mettre les finances et les outils  
402. financiers publics et semi  
403. publics y compris européens  
404. (BCE - BEI) au service de  
405. l'intérêt général et du progrès  
406. humain avec une nouvelle  
407. politique monétaire pour soutenir  
408. l'économie et l'emploi, avec un  
409. crédit sélectif qui s'oppose à  
410. la spéculation mais finance le  
411. développement économique  
412. Promouvoir les moyens  
413. financiers pour l'environnement  
414. et la transition écologique  
415. Porter notre projet de justice  
416. fiscale qui donne à l'état et aux  
417. collectivités locales les moyens  
418. de développer les services  
419. publics dont les retraitées et  
420. les retraités ont tant besoin,  
421. notamment le service public de  
422. santé.  
423. Défendre le logement social et  
424. défendre l'épargne populaire qui  
425. le finance  
426. Défendre l'inclusion financière  
427. et les services bancaires de base  
428. face à l'augmentation des tarifs  
429. bancaires  
430. Populariser les missions de  
431. contrôles de nos administrations  
432. Conserver la statistique publique  
433. et garantir son indépendance  
434. Evaluer enfin les politiques  
435. publiques nationales, régionales  
436. et locales.  
437. Comme elle l'a fait pour défendre  
438. la Sécurité sociale et son  
439. financement, l'UFR s'engage à  
440. porter tout ce projet de société  
441. à travers des outils numériques  
442. nouveaux comme les webinaires,  
443. le dernier étant « faut-il avoir peur  
444. de la dette publique ?

445. **Oui, nous avons tant à faire**  
446. **ensemble, pour changer la vie !**





# PARTIE II

## 1. ESPACE REVENDICATIF

2. L'un des besoins les plus pressants
3. pour de nombreux retraités est
4. d'avoir les moyens de vivre
5. dignement leur retraite. Après des
6. années de travail, ils aspirent à une
7. retraite confortable et à la
8. possibilité de subvenir à
9. leurs besoins essentiels sans
10. avoir à arbitrer dans leurs
11. dépenses. Aujourd'hui de
12. nombreux retraités aux finances
13. sont confrontés et particulièrement
14. les femmes à des difficultés
15. financières lourdes, en raison de
16. pensions et retraites insuffisantes,
17. de dépenses de santé élevées, de
18. loyers prohibitifs mais aussi de
19. l'envolée des prix de l'énergie, du
20. transport, de l'alimentation pour
21. ne citer que quelques exemples.

22. En 2022, la pension mensuelle de
23. retraite moyenne était de 1 581€
24. bruts, la pension des femmes était
25. inférieure de 38 % à celle des
26. hommes.
27. Il est donc crucial de garantir
28. des pensions de bons niveaux
29. et stables pour permettre
30. aux retraités de vivre dignement et
31. sans anxiété financière, en cessant
32. de les culpabiliser car :
33. 60 % des retraité-es ont une
34. pension inférieure au SMIC.
35. 31 % des retraité-es gagnent moins
36. de 1 000 € par mois, dont 74 % sont
37. des femmes.
38. 11 % des retraité-es vivent en
39. situation de pauvreté, voire
40. de misère, avec une pension
41. moyenne de 790 € par mois.
42. L'UFR finances revendique :
43. L'abrogation de la « réforme » des
44. retraites 2023 et le retour de la
45. retraite à 60ans.
46. L'abandon définitif du projet d'un
47. système à point, dont l'objectif
48. est avant tout de favoriser
49. les marchés financiers via
50. la capitalisation avec un
51. niveau de pension qui sert de
52. variable d'ajustement.
53. La CGT propose la mise
54. en place d'une pension

55. de réversion égale à 75 %
56. pour tous les régimes, sans
57. condition d'âge ou de plafond
58. de revenu et ouverte aux
59. couples mariés ou pacsés.
60. L'indexation des pensions
61. sur l'évolution des salaires, la
62. péréquation pour les retraités
63. de la fonction publique, le
64. rattrapage des pertes de
65. pouvoir d'achat (+de 30% en
66. 25 ans).
67. La revalorisation des pensions
68. au 1er janvier sur la base de
69. l'inflation prévue par la Loi.
70. Des mesures de rattrapage
71. salarial permettant
72. l'éradication des inégalités
73. entre les femmes et les
74. hommes au moment du
75. départ à la retraite.
76. Pas de retraite inférieure au
77. Smic revendiqué par la CGT
78. pour une carrière complète.
79. La santé devient une
80. préoccupation majeure à
81. mesure que l'on avance en âge
82. et les retraités ont des besoins
83. spécifiques en matière de
84. soins. Il est essentiel de veiller
85. à ce que les retraités aient un
86. accès facile à des services de
87. santé de qualité, y compris des
88. consultations médicales, des
89. spécialistes, des médicaments
90. et des soins à domicile
91. De plus la promotion de
92. prévention tout au long de la
93. vie doit être encouragée (suivi
94. professionnel) pour maintenir
95. la bonne santé des retraités
96. (suivi post professionnel)
97. et ainsi assurer une vie à
98. la retraite autonome le plus
99. longtemps possible en bonne
100. santé. Par manque de
101. moyens financiers :
102. - 700 000 retraité-es n'ont
103. pas de protection sociale
104. complémentaire en santé
105. et en prévoyance.
106. - 1, 6 million d'entre elles et
107. eux ne se soignent plus ou peu.
108. L'UFR finances revendique :
109. De sortir d'une approche de

110. santé centrée sur le curatif
111. pour développer une
112. véritable politique de
113. prévention, d'éducation
114. et d'information à la
115. santé. En développant
116. le suivi médical post
117. professionnel avec un
118. examen médical annuel,
119. à la demande des
120. retraités, auprès du
121. médecin de prévention
122. de leur dernier employeur.
123. Une véritable
124. reconnaissance
125. des facteurs de
126. risques liés au travail
127. et son environnement ainsi
128. qu'un système
129. d'information permettant
130. leur traçabilité jusqu'à
131. la retraite. Un bilan de
132. santé complet avant le
133. départ en retraite.
134. La sécurité sociale
135. intégrale financée par
136. les cotisations et non par
137. l'impôt. La Sécurité sociale
138. intégrale n'implique pas
139. une disparition des
140. mutuelles et institutions
141. de prévoyance mais un
142. changement de leur rôle
143. en leur confiant des
144. missions de prévention à
145. l'éducation sanitaire et
146. d'action solidaire.
147. Des centres de santé publics
148. inspirés des dispensaires
149. et portés par la Sécurité
150. sociale et un service public
151. de l'aide à l'autonomie. Il
152. faut intégrer la prise en
153. charge de la perte
154. d'autonomie dans la
155. branche assurance
156. maladie. Pour la CGT, la
157. 5ème branche de la Sécurité
158. sociale est une erreur.
159. En cloisonnant la perte
160. d'autonomie, on
161. méconnaît
162. nécessairement l'ensemble
163. des dimensions qui font

164. que cette problématique  
165. est globale.  
166. L'autonomie est avant tout  
167. liée à la  
168. santé qu'il faut considérer comme  
169. un état complet de bien-être.  
170. Une participation significative de  
171. l'employeur à la prise en charge de  
172. la protection sociale  
173. complémentaire en santé comme  
174. en prévoyance auprès d'opérateur  
175. mutualiste unique.  
176. Le logement joue un rôle crucial  
177. dans la qualité de vie  
178. des retraités. Selon l'INSEE, la part  
179. des 75-84 ans dans la population totale  
180. augmentera de 50% d'ici à 2030,  
181. tandis que celle des personnes  
182. âgées de 85 ans et plus continuera  
183. d'augmenter pour dépasser les  
184. 3 millions d'ici 2032. La question de  
185. l'accès au logement digne et  
186. sécurisé pour tous les retraités.e.s  
187. est donc un enjeu de société.  
188. Beaucoup d'entre eux aspirent  
189. à vivre de manière autonome dans  
190. leur propre domicile, cela nécessite  
191. souvent des adaptations pour  
192. rendre les logements plus  
193. accessibles et sécurisés.  
194. L'UFR finances revendique :  
195. Un grand service public de l'habitat  
196. et une grande loi d'orientation.  
197. La construction de logements  
198. sociaux accessibles par la  
199. recentralisation à 100% à la Caisse  
200. des dépôts de l'épargne collectée  
201. sur le livret A.  
202. La construction de résidences  
203. autonomes et la rénovation des  
204. foyers logements par, entre autres,  
205. la mise à disposition par les  
206. collectivités territoriales de  
207. « foncières » (terrain propriété  
208. publique).  
209. La multiplication des habitats  
210. intergénérationnels et des  
211. maisons de retraite offrant  
212. un soutien et des services  
213. adaptés  
214. aux besoins spécifiques.  
215. Des financements  
216. nécessaires  
217. à l'adaptation des logements

218. au fil du vieillissement.  
219. L'accès au crédit  
220. immobilier facilité  
221. pour l'acquisition ou la  
222. rénovation  
223. de l'habitation principale.  
224. L'accès pour les retraités  
225. quittant le parc privé aux  
226. logements à loyer modéré  
227. du parc propriété de  
228. l'employeur  
229. ou réservé auprès des  
230. opérateurs HLM.  
231. Parce que les retraités ne  
232. sont pas des privilégiés il faut  
233. une grande réforme fiscale  
234. pour plus de justice sociale.  
235. L'UFR finances revendique :  
236. L'annulation de la hausse  
237. de la CSG intervenue  
238. le 1er janvier 2018, CSG qui  
239. doit être à terme  
240. transformée en cotisation  
241. sociale. La contribution  
242. additionnelle de solidarité  
243. pour l'autonomie (Casa)  
244. et la CRDS (contribution  
245. pour le remboursement de  
246. la dette sociale ) doivent  
247. être supprimées.  
248. La généralisation de la  
249. demi part pour toutes  
250. les personnes vivant seules  
251. ayant élevé au moins un  
252. enfant pour le calcul de  
253. l'impôt sur le revenu.  
254. La suppression de la flat  
255. tax instaurée par Macron  
256. depuis 2018 qui permet  
257. aux détenteurs de capitaux  
258. mobiliers de ne payer que  
259. 12,8 % en IR.  
260. De remettre en avant  
261. l'impôt sur le revenu  
262. progressif avec 14 tranches  
263. de 0 à 65% faisant  
264. contribuer chacun au  
265. budget de la nation en  
266. fonction de ses facultés.  
267. Le maintien de  
268. l'abattement spécifique  
269. de 10% sans plafonnement  
270. sur les pensions et retraites  
271. pour alléger la charge  
272. fiscale des contribuables  
273. titulaires de pensions,  
274. retraites

275. La mobilité est une  
276. préoccupation essentielle  
277. pour les retraités qui  
278. souhaitent maintenir  
279. leur autonomie et  
280. leur participation sociale.  
281. Selon une étude de la Caisse  
282. des dépôts, cette préoccupation  
283. demeure importante  
284. au moment du départ à la  
285. retraite (choix d'implantation  
286. géographique lié aux  
287. origines familiales, volonté  
288. de se rapprocher d'une  
289. région en particulier...).  
290. Des infrastructures et des  
291. transports publics  
292. accessibles sont nécessaires  
293. pour permettre  
294. aux retraités de se déplacer  
295. facilement et en toute  
296. sécurité. Les politiques  
297. de transport doivent tenir  
298. compte des besoins  
299. spécifiques des personnes  
300. plus âgées et garantir leur  
301. participation active à la vie  
302. communautaire.  
303. L'UFR finances revendique :  
304. - Un service de transports  
305. publics adapté et abordable  
306. voire gratuit pour répondre  
307. aux besoins spécifiques  
308. des retraités. Celui-ci  
309. pourrait être financé au  
310. plan national pour éviter  
311. les disparités entre les  
312. retraités. Cette gratuité est  
313. déjà effective dans  
314. quelques départements  
315. ou collectivités territoriales,  
316. malheureusement encore  
317. trop peu nombreux.  
318. La retraite aujourd'hui est  
319. de moins en moins  
320. considérée comme un retrait  
321. de la vie collective mais  
322. plutôt comme une phase  
323. nouvelle de participation  
324. active. A ce titre la culture,  
325. le sport, les loisirs sont  
326. autant de facteurs  
327. importants pour  
328. l'émancipation et  
329. l'intégration sociale des  
330. retraités. Le droit d'accès





- 331. aux activités sportives
- 332. et culturelles ainsi qu'aux
- 333. prestations d'actions
- 334. sociales de l'employeur
- 335. doit être renforcé.

- 336. L'UFR finances revendique :
- 337. - De conserver, entretenir
- 338. et développer un
- 339. patrimoine social centres
- 340. de vacances, tant au
- 341. ministère que dans les
- 342. établissements du secteur
- 343. semi-public.
- 344. - Le rétablissement des
- 345. chèques vacances pour
- 346. les retraités.
- 347. - De promouvoir « Loisirs
- 348. et Solidarité des Retraités
- 349. (LSR) » qui déploie des
- 350. activités de loisirs,
- 351. de culture ainsi que les
- 352. associations CGT
- 353. régionales de tourisme
- 354. social portées par notre
- 355. réseau ANCAV.
- 356. - La sanctuarisation de
- 357. leur participation dans
- 358. les comités
- 359. départementaux d'action
- 360. sociale.
- 361. - La modulation du
- 362. prix du repas dans les
- 363. restaurants administratifs
- 364. ou d'établissement en
- 365. fonction des revenus des
- 366. retraités.

- 17. changer cette société... en un mot : être
- 18. plus efficace.
- 19. 1 - La continuité syndicale pour défendre
- 20. ses revendications avec la CGT
- 21. Pour rappel, en 2022, la France comptait
- 22. 17 millions de retraité-es pour 30
- 23. millions de cotisants
- 24. Dans un contexte de départ massif à la
- 25. retraite, la continuité syndicale constitue
- 26. un enjeu pour le syndicalisme CGT tant
- 27. du point de vue du rapport de force que
- 28. de son apport au financement des luttes
- 29. et de son fonctionnement.
- 29. La revendication étant l'essence même
- 30. du syndicalisme, les retraité-es y ont
- 31. toute leur place dès lors qu'ils ont des
- 32. intérêts communs et des revendications
- 33. collectives à défendre.
- 34. Conformément à la démarche syndicale
- 35. qui est la nôtre, nous devons travailler
- 36. au rassemblement des retraité-es, au
- 37. delà de leurs différences « mais uni-es
- 38. par un vécu commun, un même enjeu,
- 39. une même revendication ».
- 40. Ils doivent pouvoir siéger dans toutes les
- 41. instances de l'action sociale et à tous les
- 42. niveaux qu'il s'agisse de celles de Bercy,
- 43. des Etablissements Publics et de la
- 44. Fonction publique de l'Etat.
- 45. Action que l'UFR mène de pair avec la
- 46. Fédération.
- 47. L'UFR Finances travaille et agit aux côtés
- 48. des autres UFR, de l'UFSE, pour porter
- 49. les revendications au niveau de la
- 50. fonction publique de l'état.
- 51. La continuité syndicale pour défendre
- 52. ses revendications avec la CGT :
- 53. Gagner la bataille du syndicalisme
- 54. retraité exige un double engagement :
- 55. - celui des actif-ve-s : le maintien du
- 56. syndiqué actif dans la CGT après son
- 57. départ à la retraite se prépare
- 58. et s'élabore bien en amont du départ à la
- 59. retraite. La connaissance des adhérents
- 60. susceptibles de prendre leur retraite
- 61. est cruciale afin de les contacter au
- 62. préalable et leur démontrer, si besoin,
- 63. qu'ils auront toujours des intérêts
- 64. collectifs à défendre et des droits à
- 65. conquérir. Car, si les revendications des
- 66. retraité-es sont parfois liées à celles des
- 67. actifs (rapport salaires, pensions /
- 68. cotisations.), elles ont tout de
- 69. même de grandes spécificités.
- 70. - celui de l'Union Fédérale
- 71. des Retraité-es d'accueillir les
- 72. nouveaux retraité-es et de faire

- 73. vivre la continuité syndicale.
- 74. C'est la garantie du renforcement
- 75. de l'organisation.
- 76. Chaque syndicat de la Fédération
- 77. est concerné et responsable du
- 78. suivi des adhérents au départ
- 79. à la retraite, sans oublier le
- 80. maintien dans la vie syndicale de
- 81. sa section.
- 82. La continuité syndicale, cela
- 83. signifie suivre le syndiqué dans
- 84. toutes les périodes de sa vie d'actif
- 85. : comment suivons-nous
- 86. nos syndiqués, chaque année,
- 87. dans nos sections, qu'ils restent
- 88. dans la section, qu'ils y arrivent
- 89. ou qu'ils en partent (Mutation
- 90. changement de service, en
- 91. retraite) ? Comment anticipons-
- 92. nous les départs en retraite pour
- 93. assurer cette continuité syndicale
- 94. ? comment suivons-nous nos
- 95. retraité-es ? sommes-nous attentifs
- 96. à la présence de retraités comme
- 97. experts dans la seule instance
- 98. administrative où ils peuvent
- 99. siéger, à ce jour, les CDAS.
- 100. Avec notre fédération, nous
- 101. exigerons que les retraités siègent
- 102. dans toutes les instances où ils ont
- 103. des intérêts à défendre.
- 104. A Bercy, les CDAS gèrent l'action
- 105. sociale y compris celle concernant
- 106. les retraités : loisirs, animations,
- 107. sorties culturelles etc... Les retraités
- 108. ont droit à la quasi-totalité des
- 109. prestations de l'action sociale ils
- 110. doivent partout où c'est possible
- 111. siéger dans cette instance
- 112. pour porter et défendre les
- 113. revendications des retraités
- 114. La place des retraité-es dans les
- 115. instances de nos organisations
- 116. est légitime, ils/elles doivent y être
- 117. représenté-es.
- 118. La fin de l'activité salariée n'est pas
- 119. la fin de l'activité revendicative.
- 120. Des droits restent à défendre,
- 121. d'autres à conquérir pour bien
- 122. vivre cette nouvelle page de la vie.
- 123. 2 - Une organisation décentralisée
- 124. au plus près des retraité-es dans
- 125. les territoires.
- 126. Un des défis majeurs auquel doit

## PARTIE III

### 1. UFR FINANCES, UN OUTIL À

### 2. PERFECTIONNER

- 3. Cette partie sur la vie syndicale
- 4. vise à proposer des objectifs à
- 5. notre UFR et à notre fédération
- 6. pour les années qui
- 7. viennent, permettant de toujours
- 8. mieux travailler ensemble actifs et
- 9. retraités à la continuité syndicale
- 10. et ainsi de nous renforcer, de
- 11. nous organiser véritablement en
- 12. territoire, avec pour un
- 13. seul but, "nous mettre en ordre
- 14. de marche", promouvoir le
- 15. syndicalisme retraité afin de
- 16. conquérir de nouveaux droits et

127. répondre l'UFR Finances est bien celui  
128. de l'élaboration des revendications.  
129. Pour y répondre, nous devons réfléchir  
130. collectivement à la meilleure façon  
131. d'organiser territorialement notre UFR  
132. afin de ne pas perdre le contact avec  
133. les syndiqué-es retraité-es en veillant à  
134. les intégrer à l'activité syndicale.  
135. L'organisation de l'UFR doit être  
136. claire et compréhensible : la zone  
137. géographique la plus pertinente est le  
138. département.  
139. Une organisation décentralisée avec  
140. des collectifs qui fonctionnent avec  
141. des animatrices et animateurs et qui  
142. se réunissent régulièrement.  
143. Cette organisation décentralisée est  
144. impulsée par des membres identifiés  
145. de la Direction Fédérale donc en lien  
146. étroit avec les actifs.  
147. Jusqu'à présent seuls quelques  
148. collectifs départementaux ont une  
149. réelle vie syndicale. A partir de leurs  
150. expériences, nous nous donnons  
151. l'objectif de les multiplier au cours de  
152. ce mandat en ciblant les endroits où le  
153. potentiel existe.  
154. Nos organisations seront aussi  
155. animées d'initiatives conviviales  
156. et fraternelles y compris de loisirs,  
157. culturelles et ou sportives.  
158. Les adhérents de l'UFR Finances  
159. doivent participer autant que possible  
160. à la vie des USR dans leur territoire  
161. 3 Formation  
162. L'UFR Finances a besoin de syndiqué-  
163. es formé-es et informé-es.  
164. La nécessité de la continuité syndicale,  
165. dans l'intérêt des salarié-es-retraité-es  
166. et du syndicalisme CGT, pour reprise  
167. qu'elle soit aujourd'hui dans la majorité  
168. de nos structures, reste encore  
169. largement incantatoire.  
170. Il nous faut passer maintenant du «  
171. vœu pieu » au concret.  
172. La mise en œuvre de modules de  
173. formation syndicale, réunissant actifs  
174. et retraités, est le levier sur lequel  
175. appuyer pour gagner la continuité  
176. syndicale en sensibilisant tous nos  
177. militants et adhérents aux enjeux  
178. décrits ci-dessus. Il s'agit de mettre en  
179. application l'article 21 des statuts de  
180. la CGT :  
181. « Les organisations de la CGT  
182. recherchent entre-elles en  
183. permanence la coopération, la  
184. complémentarité avec les autres  
185. organisations de la CGT, la prise  
186. en compte des intérêts communs à

187. l'ensemble des salariés ».  
188. Par ailleurs, des formations  
189. thématiques doivent être  
190. organisées, y compris dans les  
191. territoires, en lien avec le secteur  
192. formation de la fédération et les  
193. USR, UD, Comités Régionaux.  
194. Pour y parvenir, la Commission  
195. exécutive de l'UFR doit être plus  
196. représentative  
197. - des territoires  
198. - des différents syndicats des  
199. Finances  
200. - d'un équilibre entre les femmes et  
201. les hommes  
202. Et son animation doit être plus  
203. collective pour être plus efficace  
204. en ne laissant pas reposer sur  
205. quelques-unes et quelques-uns le  
206. poids de toute l'activité.  
207. En ce sens, le règlement intérieur  
208. de l'UFR ou ses futurs statuts  
209. doivent intégrer plus fortement et  
210. plus précisément la formalisation  
211. de son activité notamment sur  
212. l'organisation de la conférence et  
213. la matérialité de son budget. Ces  
214. évolutions devront être intégrées  
215. dans les statuts de la fédération.  
216. 4 -Communication :  
217. La Communication, vecteur de  
218. la démocratie et de la continuité  
219. syndicale, est primordiale  
220. dans cette période de bataille  
221. idéologique intense. On l'a vu plus  
222. haut le contexte exige que toute  
223. la CGT soit à la hauteur dans la  
224. bataille contre l'extrême droite  
225. internationale. Ce secteur, tenu à  
226. bout de bras est au cœur de notre  
227. activité. Il exige beaucoup de  
228. travail militant  
229. Nous en tirons un bilan positif non  
230. sans un brin de satisfaction.  
231. L'information est un droit  
232. fondamental des syndiqués CGT.  
233. Elle contribue à rompre l'isolement  
234. des syndiqué.e.s retraité.e.s  
235. éparpillé.e.s sur tout le territoire  
236. national, à la reconnaissance du  
237. syndicalisme retraité, à en faire  
238. connaître les enjeux et les défis.  
239. Pour autant il faut et nous devons  
240. encore améliorer ce service rendu  
241. à l'adhérent : -  
242. - **VIE NOUVELLE FINANCES :**  
243. veiller à ce qu'il soit toujours plus  
244. en phase avec les activités et les  
245. expressions du terrain - à la mise  
246. à jour des parutions sur le site

247. fédéral  
248. **LA LETTRE** : diffusée  
249. électroniquement à près de 1000  
250. syndiqué-es dont la mise à jour  
251. du fichier reste toujours difficile à  
252. réaliser ( cogitile/ cogétise)  
253. **ENSEMBLE**: l'envoi commun du  
254. journal fédéral avec VNF maintient le  
255. lien avec l'actualité des actifs.  
256. **SITE FEDERAL ET SITES**  
257. **SYNDICAUX** : ces sites doivent  
258. intégrer les différentes publications  
259. des retraités pour faciliter la  
260. continuité syndicale.  
261. **VIE NOUVELLE** : la CE de l'UFR  
262. aura pour tâche d'effectuer un  
263. inventaire précis de la diffusion du  
264. journal de l'UCR ce qui pourra nous  
265. aider à lancer une grande campagne  
266. d'abonnements.  
267. La publication de tracts et de  
268. communiqués complète notre  
269. dispositif d'information chaque fois  
270. que nécessaire.  
  
271. **Nos objectifs :**  
272. L'UFR propose de développer,  
273. d'organiser, d'ancrer l'activité  
274. spécifique retraité-es CGT Finances  
275. au plus près des lieux de vie tout en  
276. conservant un lien fort avec les actifs  
277. dans les territoires.  
278. Pour ce faire, la recherche constante  
279. d'outils modernes de communication  
280. est indispensable pour gagner en  
281. efficacité.  
282. L'UFR propose de s'engager encore  
283. plus fortement dans la bataille  
284. idéologique en maintenant un haut  
285. niveau de détermination dans sa  
286. communication et en renouvelant  
287. les expériences de visio-conférence  
288. sur les thèmes d'actualité actés en  
289. septembre 2021 à La Rochelle (2  
290. réunions en visio se sont déjà tenues  
291. sur la sécurité sociale et la dette  
292. publique).  
293. L'UFR propose de travailler avec la  
294. Direction Fédérale à mieux structurer  
295. son activité dans les territoires à  
296. travers les collectifs finances en lien  
297. avec les syndicats nationaux et leurs  
298. sections, les Unions Départementales,  
299. les Unions Syndicales des Retraité-  
300. es et les Comités régionaux  
301. pour être plus en phase avec les  
302. préoccupations et les revendications  
303. des retraités-es et bien sûr être plus  
304. efficace pour les défendre.